

LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE D'EDF PAR L'ASN

ADRIEN MANCHON

LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE D'EDF PAR L'ASN

Rappel du contexte (1/3) :

La décision dite « urgence » (*) précise les dispositions de l'arrêté du 7 février 2012 en ce qui concerne les obligations des exploitants en matière de préparation et de gestion des situations d'urgence et les attentes de l'ASN relatives au contenu des plans d'urgence internes des INB.

La décision impose, entre autres, aux exploitants de :

- **préciser le contenu du plan d'urgence interne**, tout en le rendant plus opérationnel pour pouvoir faire face aux situations d'urgence, y compris durables ;
- **définir la réponse envisagée en cas d'indisponibilité complète ou partielle de moyens extérieurs** sur lesquels l'exploitant prévoit de s'appuyer (par exemple les équipes de pompiers mais aussi les personnels d'astreinte).

D'autres améliorations sont également prescrites concernant les exercices, les moyens d'alerte et les locaux de crise.

(*) : Décision n° 2017-DC-0592 de l'ASN du 13 juin 2017 relative aux obligations des exploitants d'installations nucléaires de base en matière de préparation et de gestion des situations d'urgence et au contenu du plan d'urgence interne

LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE D'EDF PAR L'ASN

Rappel du contexte (2/3) :

Le 1^{er} janvier 2021, EDF a déclaré un évènement significatif relatif au non respect des dispositions de la décision « urgence » citée précédemment.

Dans la nuit du 11 au 12 janvier, **l'ASN a réalisé une inspection inopinée afin d'examiner l'organisation définie et mise en œuvre pour la gestion des situations d'urgence :**

- mise en situation simulée de l'organisation de crise ;
- scénario relatif à une agression externe hors dimensionnement, entraînant l'encombrement des voies de circulation, un isolement partiel du site et l'impossibilité d'accès au site pour une grande partie des agents d'astreinte.

Les inspecteurs ont notamment constaté **un délai très long d'alerte de l'ASN et de la préfecture** ainsi que **l'incomplétude documentaire du plan d'urgence interne** (résumé de scénarios, plans, ajouts des fiches opérationnelles) ;

LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE D'EDF PAR L'ASN

Rappel du contexte (3/3) :

A l'issue de l'inspection, l'ASN a établi un rapport contradictoire sur la base de l'article L. 171-6 du code de l'environnement.

EDF a fait part de ses observations et a proposé un échéancier de remise en conformité.

Par décision CODEP-CAE-2021-010620 du 1^{er} mars 2021, l'ASN a décidé **par une mise en demeure d'encadrer les délais de mise en conformité réglementaire** proposés par EDF :

- Transmission d'un dossier de demande d'autorisation du plan d'urgence interne pour le 16 avril 2021 ;
- Mise à jour effective du plan d'urgence interne intégrant les évolutions de l'organisation pour le 16 octobre 2021. Cela comprend également la réalisation de formations permettant de rendre opérationnel le plan d'urgence interne.

LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE D'EDF PAR L'ASN

EDF a transmis à l'ASN **un dossier de demande de modification de son PUI le 12 avril 2021.**

Après instruction, **l'ASN a autorisé EDF à mettre en œuvre cette nouvelle version du plan d'urgence interne, par décision du 23 septembre 2021.**

Néanmoins, l'autorisation ne levant pas la mise en demeure et **afin de s'assurer du caractère opérationnel des actions engagées suite à la mise en demeure**, l'ASN a organisé une nouvelle inspection sur site.

Cette inspection, qui s'est tenue le 16 novembre 2021, a consisté à :

- l'observation d'un exercice interne de crise sur un scénario proposé par EDF mettant en œuvre une organisation de crise en situation d'aléa climatique extrême (séisme),
- la réalisation d'entretiens avec des équipiers de crise,
- la vérification de la gestion des compétences et des formations des équipiers de crise nécessaires au déploiement au nouveau PUI.



LEVÉE DE LA MISE EN DEMEURE D'EDF PAR L'ASN

L'inspection a permis de constater que l'organisation définie et mise en œuvre pour **la gestion d'une situation de crise avec grèvement partiel des équiéiers (dit « mode progressivité »)** a été notablement améliorée depuis l'inspection réalisée dans la nuit du 11 au 12 janvier 2021. Le site s'est mis structurellement en position de répondre de manière efficace et rapide à une situation d'urgence dans un contexte où une partie des équiéiers d'astreinte ne sont pas présents.

A l'issue de l'inspection, l'ASN a considéré que le site respectait les dispositions réglementaires à l'origine de la décision de mise en demeure du CNPE de Flamanville:

- le site s'est mis en conformité avec l'article 2.4 de l'annexe de la décision 2017-DC-0592 (*disposition matérielles et organisationnelles permettant de gérer les situations de crise*),
- le site de Flamanville dispose d'un PUI approuvé par l'ASN, qui est conforme à la décision « urgence » et en particulier à l'article 2.3 de son annexe (*respect du contenu du PUI*).

➡ **L'ASN a décidé de lever la mise en demeure issue de la décision CODEP-CAE-2021-010620 du 1er mars 2021**

